

Unité bi-départementale Dordogne – Lot et Garonne
Cité administrative – Bâtiment A
24016 PERIGUEUX cedex

Périgueux, le 29/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MARQUAGE PLUS

LA GANE
ST MICHEL DE RIVIERE
24490 La Roche-Chalais

Références : FF/FF/UBD24-47/339/2023
Code AIOT : 0100002425

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement MARQUAGE PLUS implanté LA GANE ST MICHEL DE RIVIERE 24490 La Roche-Chalais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARQUAGE PLUS
- LA GANE ST MICHEL DE RIVIERE 24490 La Roche-Chalais
- Code AIOT : 0100002425
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société marquage plus exploite sur la commune de La Roche Chalais une installation de fabrication d'aérosols de peintures, aérosols de maintenance à air comprimé, de peintures et de systèmes de traçage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En l'absence du gérant, qui a la charge des aspects technique et industriel de l'installation, il n'a pas pu être possible d'accéder aux documents. De plus, la connaissance des produits et des installations de la personne rencontrée n'a pas permis d'avoir des réponses à toutes les questions de l'inspecteur.

Il est préconisé à l'exploitant de revoir le mode de fonctionnement de son entreprise lors de ses absences, afin de permettre une meilleure réactivité en cas d'incident ou de contrôle.

L'exploitant doit faire un point complet concernant les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) susceptible de s'appliquer à son installation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe I – Article 1.1.2	Sans objet
3	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I – Article 1.8	Sans objet
5	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
6	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I – Article 1.1.2	Sans objet
7	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En l'absence du gérant, qui a la charge des aspects technique et industriel de l'installation, il n'a pas pu être possible d'accéder aux documents. De plus, la connaissance des produits et des installations de la personne rencontrée n'a pas permis d'avoir des réponses à toutes les questions de l'inspecteur.

La majorité des faits susceptible de mise en demeure pourraient donc être levés si l'exploitant apporte les réponses et justificatifs demandés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 4718. Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : <ol style="list-style-type: none">1. Pour le stockage en récipients à pression transportables<ol style="list-style-type: none">a. Supérieure ou égale à 35 t => régime de l'autorisationb. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t => régime de la déclaration2. Pour les autres installations<ol style="list-style-type: none">a. supérieure ou égale à 50 t => régime de l'autorisationb. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t => régime de la déclaration
Constats : L'outil informatisé Guichet UNique de l'environnement (GUN-env) montre l'existence de 2 installations (AIOT n°0005207327 et 0100002425) dont la dénomination, l'adresse et le numéro de SIRET sont identiques, ce qui laisse suggérer un doublon. L'exploitant confirmera qu'il n'exploite bien qu'une seule installation sur son site. D'après l'outil informatisé : <ul style="list-style-type: none">• L'AIOT 0005207327 est classée en déclaration pour la rubrique 4718.2.b : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel, pour une quantité comprise entre 6 et 50 tonnes, hors stockage en récipients à pression transportables. Il est fait référence à un récépissé de déclaration du 11 avril 2005.• L'AIOT 0100002425 est classée en déclaration, référence fait à une déclaration d'antériorité du 17 mars 2022 pour les rubriques :<ul style="list-style-type: none">◦ 4320.2 : « Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 », pour une quantité supérieure à 15 t mais inférieure à 150 t.◦ 4330.2 : « Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60° C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée », pour une quantité supérieure à 1 t mais inférieure à 10 t. D'après les dossiers disponibles à la DREAL : <ul style="list-style-type: none">• L'AIOT 0005207327 est classée en déclaration, par le récépissé de déclaration n°2005/19 du

<p>11 avril 2005, pour les rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ 1412.2.b : Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, pour une quantité supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t. ◦ 1432.2.b : Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3. <ul style="list-style-type: none"> • Le classement de l'AIOT 0100002425 est similaire à celui de l'outil informatisé. Seule la preuve de dépôt n°A-2-5NK6OLMQN, de déclaration du bénéfice des droits d'antériorité acquis, est présente. <p>L'exploitant dispose de 30 jours pour fournir un état des stocks des gaz rentrant dans la définition de la rubrique 4718, présent sur son site. Cet état des stocks devra faire apparaître clairement la/les rubriques de classement ICPE et les mentions de danger des produits (information disponible sur les Fiche de données de sécurité).</p> <p>Il confirmera dans les mêmes délais le classement en rubrique 4718 de l'installation et fournira à l'inspection des installations classées (IIC) le récépissé de déclaration initiale, ou la demande d'antériorité, lié a cette rubrique.</p> <p>A noter que les fiches constats suivantes sont en lien avec le classement de l'AIOT 0100002425 dans l'outil informatisé.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe I – Article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par aux articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".</p> <p>« Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R 512-58 du code de l'environnement. » L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
Constats :

Dans le cas d'un classement au sein de la rubrique 4718, l'installation est soumise à contrôle périodique par un organisme agréé.

L'exploitant dispose de 30 jours pour fournir à l'IIC le dernier rapport de contrôle périodique au titre de la 4718.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique 4320. Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations :

1. Supérieure ou égale à 150 t => régime de l'autorisation
2. Supérieure ou égale à 15 t mais inférieure à 150 t => régime de la déclaration

Constats :

D'après le récépissé d'antériorité du 17 mars 2022, la société MARQUAGE PLUS est classée en déclaration pour la rubrique 4320, pour une quantité en présence de 25 t.

La rubrique 4320 concerne les aérosols inflammables, or les rubriques initialement déclarées par l'exploitant sont les 1412 et 1432, qui concernent respectivement les gaz et les liquides inflammables.

A noter par ailleurs que l'arrêté ministériel réglementant la rubrique 1412 stipule dans son article 1er : "Ces dispositions ne s'appliquent pas aux stockages de générateurs d'aérosols dans lesquels le gaz propulseur est un gaz inflammable liquéfié."

En raison d'une possible erreur de classement, **l'exploitant dispose de 30 jours** pour fournir un état des stocks des aérosols inflammables de l'entreprise. Cet état des stocks devra faire apparaître clairement la/les rubriques de classement ICPE et les mentions de danger des produits (information disponible sur les Fiche de données de sécurité).

Il confirmera dans les mêmes délais le classement en rubrique 4320 de l'installation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I – Article 1.8

Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

« Le contenu du contrôle périodique est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle ". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ".

« Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. »

Constats :

Dans le cas d'un classement au sein de la rubrique 4320, l'installation est soumise à contrôle périodique par un organisme agréé.

L'exploitant dispose de 30 jours pour fournir à l'IIC le dernier rapport de contrôle périodique au titre de la 4320.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique 4330. Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1).

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Supérieure ou égale à 10 t – A
2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t => régime de la déclaration

Constats :

En l'absence du gérant le jour de l'inspection, il n'a pu être consulté l'état des stocks et donc confirmer le respect des seuils de la rubrique 4330.

L'exploitant dispose de 30 jours pour fournir un état des stocks des liquides inflammables de l'entreprise. Cet état des stocks devra faire apparaître clairement la/les rubriques de classement ICPE et les mentions de danger des produits (information disponible sur les Fiche de données de sécurité).

Il confirmera dans les mêmes délais le classement en rubrique 4330 de l'installation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article Annexe I – Article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure " L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné. « Les dispositions du présent point 1.1.2 s'appliquent uniquement aux installations classées relevant de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331 ou 4734. »
Constats : L'arrêté ministériel réglementant les installations soumises à déclaration pour la rubrique 4330 impose la réalisation d'un contrôle périodique par un organisme agréé. L'exploitant dispose de 30 jours pour fournir à l'IIC le dernier rapport de contrôle périodique au titre de la 4330.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 1421. Installation de remplissage d'aérosols inflammables de catégorie 1 et 2 Installation de remplissage d'aérosols inflammables de catégorie 1 et 2 1. Aérosols inflammables contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides

inflammables de catégorie 1.

Lorsque le remplissage dépasse 1 000 unités par jour => régime de l'autorisation

2. Aérosols inflammables non visés par le point 1 et contenant des liquides inflammables de catégorie 2 et 3, le débit maximal de l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³/h => régime de l'autorisation

Constats :

L'exploitant dispose de 30 jours pour se positionner vis-à-vis de la rubrique 1421 : "Installation de remplissage d'aérosols inflammables de catégorie 1 et 2".

Type de suites proposées : Susceptible de suites

